



Non au pacte austéritaire !

Le pacte de responsabilité, c'est toujours plus d'austérité pour le plus grand nombre pour donner plus de cadeaux au patronat.

- ▶ Avec plus de 30 Mds € de réduction de cotisations sociales et exonérations fiscales, le gouvernement Valls-Hollande cède toujours plus au patronat et au dogme de la baisse du « coût » du travail (des salaires !) pour soi-disant créer des emplois.

La baisse continue des cotisations depuis près de 20 ans n'a pas amélioré la situation de l'emploi mais a augmenté les dividendes offerts aux actionnaires.

Cette baisse se traduit par la diminution des prestations, poussant certain-e-s à renoncer aux soins, et a donné davantage de place pour l'assurance privée.

- ▶ Les 50 Mds € d'euros d'économies supplémentaires d'ici 2017 seraient réalisés à hauteur de 18 Mds € sur le budget de l'État, 11 Mds € sur les collectivités territoriales, 10 Mds € sur l'assurance maladie et 11 Mds € sur les autres dépenses de protection sociale.

11 Mds € sur la protection sociale (hors assurance-maladie), avec notamment le gel pendant 1 an et demi au moins des allocations familiales, des aides à la garde d'enfant et au logement, des pensions de retraite supérieures à 1200 €.

10 Mds € sur l'assurance maladie, dont 3,5 Mds € de diminution des dépenses de médicaments, 2 Mds € de réduction des dépenses dans les hôpitaux, 2,5 Mds € en réduisant le nombre d'actes et d'interventions médicales jugés « inutiles, redondantes ou évitables », par on ne sait quelle instance et selon quels critères, 1,5 Mds € par l'organisation des parcours de soins, en développant le retour rapide à domicile après une hospitalisation.

11 Mds € sur les collectivités locales, 18 Mds € sur le budget de l'État avec le gel du point d'indice des fonctionnaires pendant un an, la baisse des effectifs dans les services publics.

Désormais le gouvernement évoque la suspension pendant trois ans des seuils sociaux ouvrant des obligations aux entreprises en matière de représentation des personnels (élections de DP, CE ou DUP, CHSCT) et ce au nom de l'emploi.

Cette nouvelle régression pour le code du travail priverait nombre de salarié-e-s du droit à être représenté-e-s auprès de leurs employeurs, alors que la mise en place d'instances de représentation du personnel est indispensable pour contribuer à la qualité du travail, à la prévention des risques professionnels.

Faire converger les résistances, construire l'alternative de gauche

Alors que le racisme et l'extrême droite prospèrent sur le désespoir, il faut en finir avec l'austérité !

- ▶ Par les résistances sociales et écologiques, des cheminot-e-s à la lutte contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes.
- ▶ En proposant des mesures d'urgence : refuser de payer la dette illégitime et mettre en œuvre une réforme fiscale d'ampleur qui permette une redistribution de la richesse produite au bénéfice de la population, développer les services publics, investir pour la transition écologique (transports collectifs, logements...), et la satisfaction des besoins sociaux (salaires, protection sociale, réduction du temps de travail...).

Pour mettre un coup d'arrêt à l'austérité, promouvoir de telles mesures d'urgence sociale et construire une nouvelle majorité sociale et politique, alternative et anti-austéritaire, il est décisif de **faire converger les associations, syndicats, partis, les citoyen-ne-s, qui à gauche s'opposent à l'austérité.**

Il faut déployer et ancrer la bataille anti-austérité à partir du pôle de résistance sociale et politique apparu pour la manifestation contre l'austérité le 12 avril.

Ensemble! propose aussi d'engager pour cela un processus d'Assises de la gauche de transformation sociale et écologique, qui rassembleraient toutes les forces qui veulent une alternative à la politique de Hollande et de Valls, qu'elles soient au Front de Gauche, à la gauche du PS, au sein d'EELV, au NPA, et tou-te-s les citoyen-ne-s qui le souhaitent.